



**PRÉFET
DU FINISTÈRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Bureau des installations classées
et des enquêtes publiques

**Direction de la Coordination
des Politiques Publiques
et de l'Appui Territorial**

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL DU 12 MAI 2026
IMPOSANT DES PRESCRIPTIONS COMPLÉMENTAIRES À LA SOCIÉTÉ
QUARTZ ET MINÉRAUX EXPLOITANT UNE CARRIÈRE
SITUÉE LIEU-DIT COASVOUT À SAINT-THÉGONNEC**

LE PRÉFET DU FINISTÈRE
Officier de la légion d'honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le Code de l'environnement ;

VU la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement codifiée à l'article R.511-9 du Code de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 modifiée concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics ou privés sur l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral n° 15/11 AI du 6 juillet 2011 portant renouvellement d'autorisation d'exploiter la carrière du « Coasvout » à SAINT THEGONNEC par la société IMERYS CERAMICS France ;

VU l'arrêté préfectoral du 19 avril 2013 portant changement d'exploitant de la carrière de « Coasvout » à SAINT THEGONNEC ;

VU l'arrêté préfectoral du 2 septembre 2025 imposant des prescriptions complémentaires à la société QUARTZ ET MINÉRAUX exploitant une carrière située lieu-dit Coasvout à SAINT-THÉGONNEC ;

VU la demande présentée le 30 janvier 2026 par l'exploitant de la société QUARTZ ET MINÉRAUX relative aux modifications des conditions d'exploitation ;

VU le rapport en date du 3 mars 2026 de l'inspection de l'environnement en charge des installations classées ;

VU le projet d'arrêté porté à la connaissance de l'exploitant par courrier recommandé reçu le 10 avril 2026 ;

VU l'absence d'observation sur ce projet d'arrêté par l'exploitant ;

CONSIDÉRANT que la diminution de la quantité annuelle extraite conduit à mettre à jour les plans de phasage, le plan de remise en état, le montant des garanties financières et les modalités de gestion des eaux de l'établissement ;

CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de modifier les dispositions des article 1, 3, 7.4, 8.1, 9.3, 15 de l'arrêté préfectoral du 6 juillet 2011 susvisé afin de tenir compte des évolutions des modalités d'exploitation du site ;

CONSIDÉRANT que le projet ne constitue pas une modification qui aurait pu faire l'objet d'un cas par cas ;

CONSIDÉRANT que le projet, au vu des éléments fournis, n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement au sens de la directive européenne susvisée et ne justifie pas la réalisation d'une évaluation environnementale ;

CONSIDÉRANT que les modifications présentées ne constituent pas une modification substantielle au sens de l'article L. 181-14 du Code de l'environnement et que les activités demeurent identiques à celles actuellement autorisées ;

CONSIDÉRANT que la nature et l'ampleur des modifications ne rendent pas nécessaires la sollicitation de l'avis de la Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites prévue par l'article R. 181-45 du même code ;

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu de supprimer certaines prescriptions de l'arrêté préfectoral du 6 juillet 2011 susvisé dans les formes prévues à l'article R. 181-45 du Code de l'environnement ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture du Finistère ;

ARRÊTE

Article 1 – Nature de l'autorisation

Le tableau de classement des activités de l'article 1. de l'arrêté préfectoral du 6 juillet 2011 susvisé est supprimé et remplacé par le suivant :

« Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées :

Rubrique	Nature des activités	Capacités	Régime (*)
2510-1	Carrières ou autre extraction de matériaux (exploitation de)	Production maximale annuelle : 6 000 tonnes de quartz	A
2515-1	Installations de broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, lavage, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes, en vue de la production de matériaux destinés à une utilisation, à l'exclusion de celles classées au titre d'une autre rubrique ou de la sous-rubrique 2515-2. La puissance maximale de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation, étant a) Supérieure à 200 kW	700 kW	E
2517	Station de transit, regroupement ou tri de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques	4 500 m²	NC

(*) A : autorisation ; E : enregistrement ; DC : déclaration contrôlée

»

Article 2 – Localisation

Les prescriptions de l'article 3 de l'arrêté préfectoral du 6 juillet 2011 susvisé sont supprimées et remplacées par les dispositions suivantes :

« L'emprise de l'établissement sur laquelle s'exercent les activités visées ci-dessus porte sur les parcelles représentant une surface de 74 685 m². Leur désignation est répertoriée dans le tableau suivant :

Commune	Section	Numéro	Surface totale de la parcelle (m²)	Occupation des sols
Saint-Thégonnec	A	72	8610	Sans objet
		80	12980	Zone extractive : 18 500 m²
		82	25295	
		85	27800	Plateforme de stockage : 4 500 m²
Surface totale du site			74685	

L'autorisation n'a d'effet que dans les limites des droits de propriété du permissionnaire et/ou des contrats de forage dont il est titulaire.»

Article 3 – Caractéristiques de l'exploitation

Les prescriptions de l'article 7.4 de l'arrêté préfectoral du 6 juillet 2011 susvisé sont supprimées et remplacées par les dispositions suivantes :

« Le volume total des matériaux à extraire est fixée à : **25 000 m³**

L'épaisseur maximale du gisement exploitée est de : **20 m**

Le gisement sera exploité jusqu'à la cote N.G.F. : **+ 40 m pour le filon principal**

Quantité maximale annuelle extraite de quartz : **6 000 t**

Quantité maximale annuelle extraite de stériles : **12 000 m³**

»

Article 4 – Remise en état - Principe

Les prescriptions de l'article 8.1 de l'arrêté préfectoral du 6 juillet 2011 susvisé sont supprimées et remplacées par les dispositions suivantes :

« La remise en état du site doit être conforme au plan de réaménagement annexé au présent arrêté.

- Les installations de traitements, ainsi que leurs annexes seront démontées et évacuées ;
- Les fronts de taille seront purgés et talutés ;
- La fosse sera remblayée jusqu'à la cote + 45 m N.G.F. Des zones d'éboulis y seront créées. Cette fosse se transformera progressivement en secteur de landes.

L'exploitant devra faire appel à un paysagiste-concepteur afin de définir les modalités pratiques de réalisation des travaux, qui devront respecter les principes évoqués ci-dessus.

»

Article 5 – Eaux de ruissellement et d'exhaure

Les prescriptions de l'article 9.3 de l'arrêté préfectoral du 6 juillet 2011 susvisé sont supprimées et remplacées par les dispositions suivantes :

« Les eaux de ruissellement et d'exhaure sont collectées. Elles transitent par des bassins de décantation situés en fond d'excavation. Tout rejet des eaux collectées au milieu naturel est interdit. »

Article 6 – Garanties financières

Les prescriptions de l'article 15 de l'arrêté préfectoral du 6 juillet 2011 susvisé sont supprimées et remplacées par les dispositions suivantes :

« **15.1 Objet des garanties financières**

Les garanties financières définies dans le présent arrêté s'appliquent pour les activités visées à l'article 1.

15.2 Montant des garanties financières

Le montant des garanties financières est calculé selon les indications de l'arrêté ministériel du 9 février 2004 modifié relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état prévues par la législation des installations classées.

Les garanties financières sont établies pour la durée de l'exploitation et pour la durée de remise en état du site. Leur montant en fonction de la période est de :

Années	Montant de la garantie financière
2011 – 2016	échue
2016 – 2021	échue
2021 – 2026	112 507
2026 – 2031	101 833

15.3 Établissement des garanties financières

Le bénéficiaire de l'autorisation adresse au préfet, dans un délai d'un mois à compter de la signature du présent arrêté, le document attestant la constitution de la garantie financière pour le montant mentionné pour la première période quinquennale non échue figurant dans le tableau de l'article 15.2.

Indépendamment des sanctions pénales qui pourront être prononcées, l'absence de garanties financières, constatée après mise en demeure, entraîne la suspension de l'autorisation.

15.4 Renouvellement des garanties financières

L'exploitant adresse au Préfet, au moins six mois avant la date d'échéance de la période d'exploitation en cours le document attestant du renouvellement des garanties financières pour la période d'exploitation suivantes dans les formes prescrites par l'arrêté ministériel du 9 février 2004 modifié susvisé.

15.5 Actualisation des garanties financières

L'exploitant est tenu d'actualiser le montant des garanties financières tous les 5 ans selon les modalités prévues par l'arrêté ministériel du 9 février 2004 susvisé. »

Article 7 – Articles abrogés

Les articles 9.4 et 9.5 de l'arrêté préfectoral du 6 juillet 2011 susvisé sont abrogés.

Article 8 - Publicité

Conformément à l'article R. 181-45 du Code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le Finistère pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 9 – Voies et délais de recours

Conformément à l'article L. 181-17 et R. 181-50 du Code de l'environnement, le présent arrêté peut être déféré à la juridiction administrative :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de deux mois à compter de la publication de la décision sur le site internet de la préfecture.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le tribunal administratif de RENNES peut être saisi en utilisant l'application « Télérecours citoyens » accessible par le site internet <https://www.telerecours.fr>.

L'auteur du recours est tenu, à peine d'irrecevabilité, de notifier celui-ci à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision. Cette notification doit intervenir par lettre recommandée avec avis de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter du dépôt du recours contentieux ou de la date d'envoi du recours administratif.

L'arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Article 10 - Exécution

Le Préfet du Finistère, le Directeur Régional de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement de Bretagne sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société QUARTZ ET MINERAUX et dont une copie sera adressée à la maire de SAINT-THÉGONNEC LOC-EGUINER.

Pour Le Préfet,
Le Secrétaire Général,

Rémi RECIO



Destinataires :

- Madame la Maire de SAINT-THÉGONNEC LOC-EGUINER
- DREAL Bretagne / UD29
- Monsieur le Directeur de la société QUARTZ ET MINERAUX

ANNEXE I – PLAN DE PHASAGE D'EXPLOITATION

Principe d'exploitation - PHASE 3 (T10+15 ans)

QUARTZ ET MINERAUX

Carrière de Coasvout - Commune de Saint-Thégonnec (29)

Echelle 1/2000 - Impression A4





ANNEXE II – PLAN DE REMISE EN ETAT

